

ATTENTAT CONTRE BOUTEFLIKA

Le cerveau présumé abattu à Ouled Aouf, près de Aïn-Touta

Les services de sécurité de la wilaya de Batna ont mis hors d'état de nuire Ali Mehira, alias Abou Rouhana, le cerveau présumé de l'attentat ayant ciblé le président de la République le jeudi 6 septembre 2007, au moment où le tribunal criminel d'Oran s'apprêtait à juger huit de ses acolytes impliqués dans l'attentat commis par le kamikaze Boulazrag Lahouari, alias Abou Mokded El Yamani.

C'est dans le massif du Belezma où les forces combinées mènent depuis des semaines une vaste opération de ratissage que le chef terroriste a été éliminé, plus exactement dans la commune d'Ouled Aouf, au nord de la daïra de Aïn-Touta.

Son corps a été acheminé vendredi soir, dans la discrétion la plus totale, à la morgue du CHU de Batna. La surveillance draconienne du CHU a éveillé les soupçons. Son père, présent pour l'identification du

corps, s'est effondré en larmes à la vue du visage de son fils. Son frère l'aurait aussi reconnu et identifié.

Cependant, les services spécialisés attendent les résultats de l'analyse de son ADN pour se prononcer sur son identité. Ali Mehira a rejoint les maquis en 1994 pour servir sous le commandement de Nabil Sahraoui, alias Abou Mustapha Ibrahim, «émir» national du GSPC. Il bénéficie des dispositions de la Rahma avant de regagner, une

seconde fois, les maquis en 1999 pour s'enrôler dans la Phalange de la mort (katibet el mout) dont il devient l'«émir».

L'enfant du quartier populaire de Bouakal avait sous son commandement 43 personnes qui écumaient les environs de la capitale des Aurès, profitant d'un appui logistique certain et d'un vaste champ, constitué par les forêts de Belezma, Bouarif et Ich Ali.

Il est établi, selon les éléments de l'enquête diligentée après l'attentat ayant ciblé le président de la République, qu'Ali Mehira est le cerveau de l'opération. Pour perpétuer cet attentat, ce dernier a mobilisé plus d'une cinquantaine de terroristes dont un repenté répondant au nom de Zeghina Walid (27 ans) qui a été chargé de coordonner l'opération et de récolter des informations précises sur le tracé et le parcours

du cortège présidentiels ainsi que le lieu exact de sa première halte. Ali Mehira présentera à Zeghina Walid, un jeune de 17 ans, Khaldi Imed, qui jouera le rôle d'informateur, d'éclaireur, de guide et d'accompagnateur du kamikaze.

Deux jours avant l'attentat, l'«émir» de la Phalange de la mort recevra en personne Boulazreg El Houari au fin fond de la forêt Ich Ali, au lieu-dit Guerouaou, auquel il notifiera la mission et la façon dont il doit agir. C'est justement le repenté Z. Walid qui l'attendra sur l'évènement sud-ouest de Batna, au pied du mont Ich Ali, et sur les hauteurs du quartier Tamchit. Il simulera une panne de sa voiture, de marque Daewoo Cielo. C'est cet indice qui a permis à Boulazreg El Houari de reconnaître ses acolytes.

Le jour de l'attentat, Boulazreg El Houari, qui a

dissimulé une ceinture bourrée d'explosifs sous ses vêtements, a été transporté par Z. Walid en voiture puis guidé à pied par le jeune Imed Khaldi jusqu'au café jouxtant le siège régional de la SAA, à quelques encablures de la place de la Liberté.

Dans un café, le kamikaze demandera à son compagnon des détails sur l'endroit où allait s'arrêter le cortège présidentiel, la hauteur de la barrière qui sépare le public des officiels. Non satisfait des informations fournies par Imed, Boulazreg décide de prospecter les lieux.

Son allure suspecte éveillera les soupçons des citoyens qui informeront un policier en civil. Pris en filature, il tentera vainement de semer les policiers. Il prendra la direction de la cité 84 logements, puis remontera vers la rue Larbi-Ben M'hidi au croisement de la rue Grine-Belkacem, plus

exactement face à la mosquée El Atik. Là, il sera immobilisé par un élément de la police, M. Boudiaf, natif de Biskra. Le kamikaze enclenchera sa ceinture, l'explosion fera 25 morts et 172 blessés et des centaines de traumatisés. Un véritable carnage.

L'exploitation des communications téléphoniques par portables a permis aux enquêteurs de remonter la filière jusqu'au terroriste repenté Zeghina W.

Il avouera avoir coordonné l'opération sous les ordres de l'«émir» Ali Mehira et un certain Yahiaoui qui serait l'«émir» de la zone cinq d'Al Qaïda au Maghreb. Quinze mois après cet attentat, pas moins de vingt-cinq terroristes ont été capturés et présentés à la justice, d'autres éliminés comme vient de l'être l'«émir» Ali Mehira, alias Abou Rouhana.

H. M.

VISITE DE ALI TOUNSI À AÏN-TÉMOUCHENT

Assurer une sécurisation totale

En marge de sa visite d'inspection dans la wilaya de Aïn-Témouchent, le directeur général de la Sûreté nationale, M. Ali Tounsi, s'est montré rassurant quant à l'achèvement du programme de couverture totale du territoire national par des structures de police avant la fin de l'année prochaine.

«Chaque année, dira-t-il, la DGSN recrute quelque 15 000 policiers dans les écoles de formation en vue d'instaurer une présence et une sécurisation totale.» La police a pour rôle d'assurer la sécurité des citoyens

et de leurs biens dans toutes les circonstances comme les élections ou les événements sportifs. Par ailleurs, tous les fonctionnaires de la police suivent des formations continues dans ce sens. Concernant le statut de la police, le patron de la DGSN a déclaré qu'il était fin prêt. Il confèrera quelques droits aux policiers conformément aux tâches qu'ils assument et aux risques qu'ils encourent sur le terrain. M. Tounsi a déclaré : «Le policier est un citoyen algérien au même titre que tous les autres citoyens. S'il commet des fautes ou dépassements, il sera poursuivi en justice.» L'Etat de droit commence, selon M. Tounsi, au sein même de ce corps qui doit donner l'exemple. M. Ali Tounsi a, lors de cette visite, inauguré deux

sièges de la sûreté de daïra à Aïn Kihel et El Amria. Le premier aura coûté 5 milliards de centimes, tandis que le second, un ancien tribunal dont la transformation est estimée à 800 millions de centimes. Au chef-lieu de la wilaya, il s'est rendu sur le chantier du Centre national de cynophilie, implanté sur 6 hectares et dont la réalisation a nécessité une enveloppe de 20 milliards de centimes. Les travaux sont réalisés à 70 %. L'ouvrage devra être livré le premier semestre 2009. Il sera spécialisé dans l'élevage et le dressage de 500 chiens pour la détection de la drogue et des explosifs. Un nombre jugé suffisant pour couvrir les besoins de la wilaya et toute la région ouest du pays.

S. B.

LOUISA HANOUNE INTERPELLE BOUTEFLIKA :

«Il faut geler l'accord d'association avec l'UE»

Le Parti des travailleurs (PT) a lancé un appel pour le gel de l'accord d'association conclu entre l'Algérie et l'Union européenne. La demande a été formulée hier par la secrétaire générale du parti, M^{me} Louisa Hanoune, lors de son intervention devant les élus locaux de ce parti de la wilaya d'Alger à l'occasion d'une réunion d'évaluation.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - L'appel a été lancé en direction du premier magistrat du pays afin «d'intervenir pour annuler le processus d'adhésion de l'Algérie à l'OMC». Ces décisions, selon Louisa Hanoune, «peuvent faire partie des mesures et autres garanties que le président Bouteflika pourraient prendre pour atténuer de la situation, d'autant que nous sommes à la veille de la tenue de l'élection présidentielle».

Plaidant la cause des dockers, à ce titre, Louisa Hanoun s'interroge : «Pourquoi a-t-on décidé de concéder à hauteur de 50% la gestion des ports d'Alger et de Djendjen pour des Emiratis, alors que les autres pays du Golfe n'ont pas été épargnés par la crise financière mondiale ?»

La conférencière s'est interrogée également «sur le choix de l'opportunité de la signature de cet accord qui est intervenue à la veille de la révision constitutionnelle».

Louisa Hanoune est catégorique : «Cette situation nous fait rappeler ce qui s'est passé avant l'élection présidentielle de 2004. Déballage public et mesures économiques et sociales anti-populaires. Notre pays est à la croisée des chemins. Encore une fois, notre souveraineté est menacée. Plus que jamais, il faut se mobiliser et provoquer la rupture avec toute forme de politiques ou de démarches qui risquent de conduire notre pays vers la détresse.»

La secrétaire générale du Parti des travailleurs voit en le président de la République,

«l'autorité judiciaire légitime à même de prendre ce genre de décision». Poussant plus loin sa «plaidoirie», elle lance aussi à l'adresse de ce dernier un autre appel : celui de «renationaliser» le complexe sidérurgique d'El-Hadjar et récupérer le port d'Alger. «On ne doit pas se taire sur ces questions.

Le port d'Alger est un port de la souveraineté de l'Etat algérien libre et indépendant». Pour la porte-parole du PT, «si notre pays a pour le moment échappé aux conséquences de la crise financière, c'est parce que nous avons évité de privatiser nos banques publiques et révisé au moment opportun la loi sur les hydrocarbures». «Il faut tirer les enseignements de ces deux mesures.

Seul l'investissement public est à même de garantir à notre pays une stabilité économique et sociale. Si les entreprises étrangères veulent investir en Algérie, elles n'ont qu'à le faire sur le fonds propre. Pourquoi a-t-on décidé

de céder le port d'Alger, alors que le littoral algérien est long de 1200 km ? Les Emiratis, comme l'a si bien dit un docker, n'ont qu'à choisir un endroit le long de ce littoral et investir dans la construction d'un port commercial. Il faut mettre fin à toutes ces contradictions», a soutenu Louisa Hanoune.

Par ailleurs, la secrétaire générale du Parti des travailleurs a longuement parlé de la situation que vivent les élus locaux de son parti. Elle dira à ce sujet que «notre première expérience au niveau local est très bénéfique», même si «certains de nos élus font l'objet de pression de la part des responsables politiques locaux des partis du RND et du FLN».

Louisa Hanoune, qui a revendiqué la «tenue d'élections législatives anticipées», a indiqué, en guise de conclusion, que «le Parti de travailleurs a choisi le camp de la résistance, de la confrontation des idées et du débat».

A. B.

COMITÉ DES CITOYENS POUR LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE, CCDD Le plébiscite de la honte

Le CCDD a dénoncé en son temps, dès janvier 2008, la révision de la Constitution, puis le hold-up programmé du 12 novembre 2008, véritable putsch anti-constitutionnel pour perpétuer un système politique obsolète (avec et au-delà de l'actuel locataire d'El-Mouradia), date à inscrire en noir dans l'histoire de notre pays, comme un acte de forfaiture et de haute trahison des valeurs et objectifs du 1^{er} Novembre 1954, et de la mémoire des martyrs de la Révolution et de la démocratie.

Tout en rappelant la nécessité d'un sursaut républicain pour l'émergence d'une alternative démocratique et citoyenne, le CCDD avait également appelé à un boycott de la mascarade électorale des prochaines «présidentielles» qui n'ont d'élections que le nom. Véritable plébiscite, ourdi pour un homme qui a avoué publiquement et son échec et celui du système qui l'a porté au pouvoir ; un échec qui aurait été suivi sous d'autres cieux, dans une démocratie qui se respecte — l'Inde vient d'en donner un exemple magistral — d'une démission collective de tous les acteurs de la gabegie et de la «tragédie nationale».

Bien au contraire, ce plébiscite est porté à bout de bras par des laudateurs serviles qui encensent, sans pudeur, le principal acteur de cet échec. En même temps, une alliance hétéroclite de partis qui, fait politique rarissime, soutient un même programme (celui du chef de l'Etat), et lui adresse une indécence supplique pour se représenter à un 3^e mandat.

Un plébiscite pour un homme qui a amnistié les artisans de l'intégrisme et leurs crimes inqualifiables, un homme qui fait planer le spectre d'une dérive vers un Etat islamiste.

Enfin, un plébiscite pour un homme dont l'état de santé ne lui permet plus, depuis des mois, de diriger et gérer le pays, dans une période de grave crise mondiale et de grande incertitude pour l'Algérie.

Aujourd'hui, le CCDD dénonce et condamne cette escalade programmée de la mise à mort de la démocratie et de la République, ainsi que tous les lièvres qui se lanceront dans une course dont l'issue est connue à l'avance, mus uniquement par l'appât de l'argent de la corruption et pour une illusoire participation au «pouvoir», «récompense» de leur compromission.

Servant d'alibi et de caution aux concepteurs de la farce électorale, dans un climat de verrouillage de toute expression citoyenne et de confortement constitutionnel d'une dictature qui ne dit pas son nom, ces hommes de paille feront partie avec ces concepteurs et avec ces pseudo-élus parlementaires, auteurs du vote de la honte, de la charrette des fossoyeurs de la République et de la démocratie.

Plus que jamais, le boycott auquel a appelé le CCDD le 11/11/08, par d'éventuels candidats de la mouvance démocratique en ne participant pas à la parodie électorale (la manipulation d'avril 2004 est encore vivace dans toutes les mémoires!), par les partis, les syndicats et les associations appelés à s'unir pour sauvegarder les valeurs républicaines et démocratiques, par les citoyennes et citoyens fidèles au serment du 1^{er} Novembre 1954 et aux immenses sacrifices consentis, conviés à s'organiser en collectifs d'initiatives démocratiques de résistance républicaine, sera un acte patriotique pour la défense de la République et de la démocratie.

Alger, le 3 décembre 2008
Le Bureau national du CCDD